

## Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

### Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
3	<p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.</p> <p>L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p>	Aucune	/
4	<p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>- le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit au cours des cinq dernières années.</li> </ul> <p>Les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ;</li> <li>- le plan de localisation des risques (cf. art. 8) ;</li> <li>- le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. art. 9) ;</li> <li>- le plan général des stockages (cf. art. 8) ;</li> <li>- les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. art. 9) ;</li> <li>- les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque (cf. art. 11) ;</li> <li>- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques, des équipements de sécurité et des matériels de production (cf. art. 17, 19 et 23) ;</li> <li>- les consignes d'exploitation (cf. art. 24) ;</li> <li>- le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau (cf. art. 27) ;</li> <li>- le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. art. 29) ;</li> <li>- le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe (cf. art. 40) ;</li> <li>- le cahier d'épandage s'il y a lieu (cf. art. 41) ;</li> <li>- le registre des fiches d'intervention établies lors des contrôles et opérations sur des équipements</li> </ul>	Aucune	/

**Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6**

**Tableau de conformité :**

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>frigorifiques et climatiques utilisant certains fluides frigorigènes (cf. art. 42.II) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les justificatifs de mise en place ou de renouvellement de matériel permettant de réduire les niveaux de bruit pour les installations de séchage de prunes (cf. art. 51.IIB) ;</li> <li>- le registre des déchets dangereux générés par l'installation (cf. art. 54) ;</li> <li>- le programme de surveillance des émissions (cf. art. 55) ;</li> <li>- les éléments techniques permettant d'attester de l'absence d'émission dans l'eau de certains produits par l'installation (cf. art. 56).</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>		
5 (implantation)	<p>I. Règles générales. L'installation est implantée à une distance minimale de 10 mètres des limites de propriété de l'installation.</p> <p>Pour les installations de séchage de prunes, l'installation est implantée à une distance minimale de 40 mètres des limites de propriété de l'installation.</p> <p>En cas d'impossibilité technique, l'exploitant peut demander un aménagement, conformément à l'article R. 512-46-17 du code de l'environnement, en proposant des mesures alternatives permettant d'assurer un niveau de sécurité des tiers et une limitation des nuisances sonores pour les tiers équivalents. L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.</p> <p>II. Cas des installations implantées au sein d'établissements recevant du public (ERP) de type M. Si l'installation est mitoyenne de locaux habités ou occupés par des tiers, les parois, plafonds et planchers mitoyens sont tous REI 120.</p>	<p>Plan d'implantation de l'installation. Le cas échéant, éléments pour justifier d'un niveau de sécurité et d'une limitation des nuisances sonores pour les tiers équivalents aux distances d'implantation prévues.</p>	<p>L'installation relevant de la rubrique 2220 est implantée à minimum 30 m des limites de propriété.</p> <p>Pas de séchage de prune sur le site.</p> <p>L'installation n'est pas implantée au sein d'une ERP.</p> <p>Conforme</p>
6 (envol de poussières)	<p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;</li> </ul>	<p>Dispositions prises pour prévenir les envols de poussières.</p>	<p>Les voiries du site sont recouvertes de bitume et maintenues propres et dégagées.</p>

**Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6**

**Tableau de conformité :**

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;</li> <li>- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ;</li> <li>- des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</li> </ul>		<p>Les espaces non-exploités sont engazonnés. Aucune activité génératrice de poussière sur le site. Le dépotage de farines se fait dans des silos clos et sur une surface bétonnée.</p> <p>Conforme</p>
7 (intégration dans le paysage)	<p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.</p>	<p>Dispositions prises pour l'intégration de l'installation dans le paysage.</p>	<p>Les volumes de bâtiment seront simples et cohérents. Le site s'insère au sein d'un Parc d'Activités destinés à accueillir des sites industriels notamment. Les bâtiments et installations du site seront maintenus propres et en bon état.</p> <p>Conforme</p>
8 (localisation des risques)	<p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>	<p>Plan général des ateliers et des stockages identifiant les zones à risque.</p>	<p><i>Plan de zonage des risques</i></p>
9 (état des stocks de produits dangereux)	<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p>	<p>Aucune</p>	<p>/</p>

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



NB :

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.		
10	Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés en vue notamment de respecter l'interdiction de stockage en dehors des zones dédiées. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.  Toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles ainsi que pour en assurer la destruction.	Aucune	/
11 (comportement au feu)	De façon générale, les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément de structure n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les locaux avoisinants, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur du premier local en feu.  Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.  1. Les locaux à risque incendie. 1.1. Définition. Les locaux à risque incendie sont les locaux recensés à l'article 8 ainsi que les locaux de stockage de produits et de leur conditionnement identifiés au dernier alinéa de l'article 11.2. Les installations de stockage de matières combustibles classées au titre des rubriques 1510, 1511 ou 1530 sont soumises respectivement aux prescriptions générales applicables au titre de chacune de ces rubriques et <b>ne sont donc pas soumises aux dispositions du présent arrêté.</b>  1.2. Dispositions constructives. Les locaux à risque incendie présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : - ensemble de la structure a minima R 15 ;	Plan détaillé de l'installation mentionnant la destination des différents locaux, leurs surfaces, la présence éventuelle d'ouvertures dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, câbles électriques, convoyeurs) et précision des matériaux utilisés et de ses caractéristiques techniques pour chacune des prescriptions.  Les quantités stockées de produits (matières premières, produits intermédiaires et produits finis) et pour leur conditionnement (cartons, étiquettes...) sont précisées par local et comparées aux quantités correspondant à deux jours de la production visée par la rubrique 2220.  Pour les locaux implantés dans des établissements soumis au règlement ERP de type M, justificatif attestant de la conformité	Les principes constructifs des différents locaux sont décrits dans le <i>Volume 2</i> .  <i>Plan de niveau 0</i>  Les locaux dédiés au stockage des matières premières sèches et frigo, au stockage des emballages et au stockage des produits finis seront soumis à la rubrique 1510 en Déclaration et sont soumis aux dispositions constructives de l'arrêté du 11/04/2017.  Les locaux techniques suivants sont également considérés

## Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

### Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>- les murs extérieurs sont construits en matériaux A2 s1 d0 (B s3 d0 pour les locaux frigorifiques s'ils sont visés par le dernier alinéa de l'article 11.2 ;</p> <p>- les toitures et couvertures de toiture satisfont la classe et l'indice Broof (t3) ;</p> <p>- ils sont isolés des autres locaux par une distance d'au moins 10 mètres maintenue libre en permanence et clairement identifiée ou par des parois, plafonds et planchers qui sont tous REI120 ;</p> <p>- toute communication avec un autre local se fait par une porte EI2 120 C munie d'un dispositif ferme-porte ou de fermeture automatique.</p> <p>2. Autres locaux (notamment ceux abritant le procédé visé par la rubrique 2220).</p> <p>Les autres locaux et notamment ceux abritant le procédé visé par la rubrique 2220, le stockage des produits (matières premières, produits intermédiaires et produits finis) et leur conditionnement (cartons, étiquettes...) correspondant à moins de deux jours de la production visée par la rubrique 2220, et les locaux frigorifiques, présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <p>- ensemble de la structure a minima R 15 ;</p> <p>- parois intérieures et extérieures de classe A2s1d0 (Bs3d0 pour les locaux frigorifiques) ;</p> <p>- les toitures et couvertures de toiture satisfont la classe et l'indice BROOF (t3) ;</p> <p>- toute communication avec un autre local se fait par une porte EI2 30 C munie d'un dispositif ferme-porte ou de fermeture automatique.</p> <p>Les locaux frigorifiques ne relevant pas de la rubrique 1511 sont à simple rez-de-chaussée.</p> <p>Si les locaux, frigorifiques ou non, dédiés au stockage des produits (matières premières, produits intermédiaires et produits finis) et leur conditionnement (cartons, étiquettes...) abrite plus que la quantité produite ou utilisée en deux jours par l'installation relevant de la rubrique 2220, ce local est considéré comme un local à risque d'incendie. Les prescriptions du présent article ne sont pas applicables et ce local respecte les prescriptions de l'article 11.1.2.</p>	<p>des dispositions constructives du local par rapport à la réglementation ERP.</p>	<p>comme locaux à risque incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Local de stockage des palettes</li> <li>- Local de charge</li> <li>- Salle des machines</li> <li>- Local déchets</li> <li>- Locaux électriques</li> </ul> <p>Ces locaux seront délimités par des murs maçonnés réputés REI 120 et des couvertures satisfaisant la classe et l'indice BROOF (t3).</p> <p>Les locaux de procédé présenteront les caractéristiques constructives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Structure métallique R15</li> <li>-Parois intérieures et extérieures en panneaux sandwich A2s1d0</li> <li>- Toiture et couverture bac acier BROOF (t3)</li> <li>- Plafond en panneaux sandwich + combles</li> <li>- Portes de communications vers autres locaux EI2 30C</li> </ul>

## Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

### Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>3. Cas des installations implantées au sein d'établissement recevant du public (ERP) de type M. Pour les installations implantées au sein d'établissement recevant du public (ERP) de type M, les dispositions des articles 11.1 et 11.2 ne s'appliquent pas. Les dispositions constructives des locaux abritant ces installations sont conformes aux règles techniques figurant dans le règlement ERP ainsi que dans les articles spécifiques relatifs au type M.</p> <p>4. Ouvertures. Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs, etc.) sont munies de dispositifs assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p>		<p>Non-concerné</p> <p>Conforme</p>
11 (comportement au feu)	<p>De façon générale, les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément de structure n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les locaux avoisinants, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur du premier local en feu.</p> <p>11.1. Les locaux à risque incendie 11.1.1. Définition Les locaux à risque incendie sont les locaux recensés à l'article 8, les locaux abritant les stockages de matières combustibles telles que consommables et matières premières (à l'exception des locaux frigorifiques) ainsi que les locaux de stockage de produits finis identifiés au dernier alinéa de l'article</p> <p>11.2. Les installations implantées au sein d'établissements recevant du public (ERP) de type M sont également considérées comme locaux à risque incendie.</p> <p>Les installations de stockage de matières combustibles classées au titre des rubriques 1510, 1511 ou 1530 sont soumises respectivement aux prescriptions générales applicables au titre de chacune de ces rubriques et <b>ne sont donc pas soumises aux dispositions du présent arrêté.</b></p>	<p>Plan détaillé de l'installation mentionnant la destination des différents locaux, leurs surfaces, la présence éventuelle d'ouvertures dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, câbles électriques, convoyeurs) et précision des matériaux utilisés et de ses caractéristiques techniques pour chacune des prescriptions</p> <p>Les quantités stockées en matières premières, consommables et produits finis sont précisées par local et pour les produits finis, cette quantité stockée est comparée à la quantité produite pendant deux jours de fonctionnement de l'installation classée sous la rubrique 2221.</p>	Voir ci-dessus

## Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

### Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

	<p><b>11.1.2. Dispositions constructives</b>                  Les locaux à risque incendie visés à l'article 11.1.1 présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ensemble de la structure a minima R. 15 ;</li> <li>- les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0 (Bs3d0 pour les locaux frigorifiques s'ils sont visés par le dernier alinéa de l'article 11.2) ;</li> <li>- les toitures et couvertures de toiture satisfont la classe et l'indice BROOF (t3) ;</li> <li>- ils sont isolés des autres locaux par une distance d'au moins 10 mètres ou par des parois, plafonds et planchers qui sont tous REI 120 ;</li> <li>- toute communication avec un autre local se fait par une porte EI2 120 C munie d'un dispositif ferme-porte ou de fermeture automatique.</li> </ul> <p><b>11.2. Autres locaux (notamment ceux abritant le procédé visé par la rubrique 2221, le stockage des produits finis et les locaux frigorifiques)</b>                  Les autres locaux, et notamment ceux abritant le procédé visé par la rubrique 2221, le stockage des produits finis et les locaux frigorifiques présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ensemble de la structure a minima R. 15 ;</li> <li>- parois intérieures et extérieures de classe A2s1d0 (Bs3d0 pour les locaux frigorifiques) ;</li> <li>- les toitures et couvertures de toiture satisfont la classe et l'indice BROOF (t3) ;</li> <li>- toute communication avec un autre local se fait par une porte EI2 30 C munie d'un dispositif ferme-porte ou de fermeture automatique.</li> </ul> <p>Les locaux frigorifiques sont à simple rez-de-chaussée.</p> <p>Si les locaux, frigorifiques ou non, dédiés au stockage des produits finis abritent plus que la quantité produite en deux jours par l'installation relevant de la rubrique 2221, ces locaux sont considérés comme des locaux à risque d'incendie. Les prescriptions du présent article ne sont pas applicables et ces locaux doivent respecter les prescriptions de l'article 11.1.2.</p>		
	<p><b>11.3. Ouvertures</b></p>		

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



NB :

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs, etc.) sont munies de dispositifs assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>		
12 (accessibilité)	<p>I. Accessibilité. L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>II. - Accessibilité des engins à proximité de l'installation. Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</li> <li>- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur largeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée ;</li> <li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;</li> </ul>	<p>Alinéa 1 : localiser les accès des secours sur un plan.</p> <p>Alinéas II, III et IV : Plan extérieur de l'installation permettant de vérifier les largeurs et les rayons et de connaître la force de portance des différentes voies.</p> <p>En cas d'impossibilité technique de respecter ces dispositions, l'exploitant peut proposer des mesures équivalentes permettant d'assurer l'accès au site pour les services d'incendie et de secours, accompagnées de l'avis des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS). Ces aménagements peuvent ensuite être instruits par avis du CODERST.</p>	<p><i>Plan des 35 m</i></p> <p>Le site dispose de 3 accès depuis la voie publique.</p> <p>Une voie engin permet de circuler sur les 4 faces de l'installation. Cette voie a une largeur de 6 m minimum.</p> <p>Deux aires de retournement des 20 m de diamètres.</p>

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



NB :

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;</p> <p>- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles et la voie « engin ».</p> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>III. - Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site. Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie « engin » ;</li> <li>- longueur minimale de 10 mètres,</li> </ul> <p>présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».</p> <p>IV. - Mise en station des échelles. Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie au II.</p> <p>Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte par ailleurs les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;</li> <li>- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur largeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée ;</li> <li>- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;</li> </ul>		<p>Une aire de mise en station des échelles, de dimension 7x10 m<sup>2</sup>, est implantée sur 2 façades opposées du bâtiment.</p>

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



NB :

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;</p> <p>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm<sup>2</sup>.</p> <p>Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie « échelle » permet d'accéder à des ouvertures.</p> <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant de voie échelle et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.</p> <p>V. - Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins. A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.</p>		<p>Non-concerné, installation a un seul niveau.</p> <p>Les issues du bâtiment sont accessibles depuis la voie engin par des chemins stabilisés d'au moins 1,40 m de largeur.</p> <p>Conforme</p>
13 (désenfumage)	<p>1. Règles générales. Les locaux à risque incendie identifiés à l'article 11.1.1, à l'exception des locaux frigorifiques et des locaux implantés au sein d'ERP, respectent les dispositions du présent article.</p>	<p>Superficie de toiture et superficie des ouvertures fournir un plan mentionnant les cantons de désenfumage, leur dimension et leur surface et</p>	<p>Les locaux dédiés au stockage des matières premières sèches et frigo, au stockage des emballages et au stockage des</p>

## Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

### Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>I. Cantonnement.</p> <p>Les locaux sont divisés en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres.</p> <p>Chaque écran de cantonnement est DH 30 en référence à la norme NF EN 12 101-1, version juin 2006, et a une hauteur minimale de 1 mètre.</p> <p>Une zone d'une hauteur minimale de 1 mètre située au-dessous du niveau du point le plus bas de l'écran de cantonnement est libre de tout encombrement.</p> <p>La différence de hauteur entre le niveau du point le plus haut occupé des procédés de fabrication et de stockage et le point le plus bas de l'écran de cantonnement est supérieure ou égale à 1 mètre.</p> <p>II. Désenfumage.</p> <p>Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC) conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture.</p> <p>Les DENFC ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 4 mètres des murs « coupe-feu » séparant les locaux abritant l'installation.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle.</p> <p>La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p>	<p>indiquer les matériaux utilisés et leurs caractéristiques techniques.</p> <p>Pour une installation au sein d'un ERP, justificatif de conformité du dispositif de désenfumage de l'ERP incluant le local où est réalisée l'activité relevant de la rubrique 2220, si le désenfumage est imposé au titre du règlement ERP dans le local abritant l'installation relevant de la rubrique 2220.</p>	<p>produits finis soumis aux dispositions constructives de l'arrêté du 11/04/2017 : désenfumage en toitures pour les locaux secs et désenfumage des combles des locaux frigo ; 2% SUE de la surface des locaux/combles.</p> <p>Le local de charge et le local de la chaudière seront désenfumés à hauteur de 2% SUE.</p> <p>Les autres locaux techniques seront désenfumés à hauteur 1% SGO.</p> <p>Les commandes d'ouverture sont manuelles et automatiques.</p> <p><i>Plan 35 m</i></p>

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



NB :

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment, depuis la zone de désenfumage ou depuis la cellule à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellules.</p> <p>Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou des cellules de stockage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.</p> <p>Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12 101-2, version octobre/décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;</li> <li>- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ; Les exutoires sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ;</li> <li>- classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 (25 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes comprises entre 400 et 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;</li> <li>- classe de température ambiante T(00) ;</li> <li>- classe d'exposition à la chaleur B 300.</li> </ul>		

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



NB :

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique s'il existe.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique, les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>III. Amenées d'air frais. Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, local par local, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des locaux à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p> <p>2. Cas des installations implantées au sein d'établissements recevant du public (ERP) de type M. Les locaux abritant des installations implantées au sein d'établissements recevant du public (ERP) de type M sont équipés, si le règlement ERP le prévoit, d'un système de désenfumage conforme aux règles techniques relatives au désenfumage figurant dans le règlement ERP ainsi que dans les articles spécifiques relatifs au type M.</p>		Non-concerné
14 (moyens de lutte contre l'incendie)	<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8 ;</li> <li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de</li> </ul>	<p>Plan et note descriptive des dispositifs de sécurité mises en place.</p> <p>Note de dimensionnement du ou des bassins contenant 120 m3</p> <p>Description des mesures prises pour assurer la disponibilité en eau.</p> <p>En cas d'impossibilité technique de respecter ces dispositions, l'exploitant peut proposer des mesures équivalentes permettant d'assurer la lutte contre l'incendie, accompagnées de l'avis</p>	<p><i>Plan de zonage des dangers Calcul D9</i></p> <p>Le besoin en eau d'extinction est estimé à 90 m<sup>3</sup>/h, soit 180 m<sup>3</sup> pour un incendie de 2 heures.</p> <p>Le site sera défendu par : -2 réserves incendie de 180 m<sup>3</sup> chacune, implantées sur le site,</p>

**Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6**

**Tableau de conformité :**

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage. <b>Les dispositions du présent point ne s'appliquent pas aux installations de séchage de prunes ;</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les installations de séchage de prunes, d'un poste d'eau (bouches, poteaux...), public ou privé, implanté à moins de 200 mètres de l'installation, ou de points d'eau (bassins, citernes, etc.) d'une capacité de 60 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation si elle est couverte ou à proximité si elle n'est pas située dans un local fermé, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>- Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</li> </ul>	<p>des services départementaux d'incendie et de secours (SOIS). Ces aménagements peuvent ensuite être instruits par avis du CODERST</p>	<p>-2 poteaux incendie publics implantés en face de l'accès PL Nord du site et en face d'un accès piéton dédié au secours créé à l'angle sud-Ouest dans la clôture du site. <i>Plan des 35 m</i></p> <p>Non-concerné (pas de séchage de prunes sur le site).</p> <p>Des extincteurs seront répartis dans l'installation de manière homogène et en lien avec le risque à défendre.</p> <p>Le site sera également équipé d'un système de sprinklage alimenté par une cuve de volume 600 m<sup>3</sup>.</p> <p>Conforme</p>
15	<p>Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.</p>	<p>Aucune</p>	<p>/</p>
16	<p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et recensées « comme pouvant être à l'origine d'une explosion », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.</p>	<p>Aucune</p>	<p>/</p>

## Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

### Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
17 (installations électriques)	<p>I. Règles générales.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Le chauffage des locaux de production, de stockage et les locaux techniques ne peuvent être réalisés que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p> <p>II. Dispositions applicables aux locaux frigorifiques.</p> <p>Les équipements techniques (systèmes de réchauffage électrique des encadrements de portes, résistances de dégivrage, soupapes d'équilibrage de pression, etc.) présents à l'intérieur des chambres froides ou sur les parois de celles-ci ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite.</p> <p>En particulier, si les matériaux du local ne sont pas A2s1d0, les câbles électriques les traversant sont pourvus de fourreaux non propagateurs de flamme, de manière à garantir l'absence de contact direct entre le câble et le parement du panneau ou de l'isolant, les parements métalliques devant être percés proprement et ébavurés. Les résistances électriques de réchauffage ne sont pas en contact direct avec les isolants.</p> <p>En outre, si les panneaux-sandwichs ne sont pas A2s1d0, les luminaires sont positionnés de façon à respecter une distance minimale de 20 centimètres entre la partie haute du luminaire et le parement inférieur du panneau isolant. Les autres équipements électriques sont maintenus à une distance d'au moins 5 centimètres entre la face arrière de l'équipement et le parement du panneau.</p>	<p>En cas de présence d'un local frigorifique, précision des matériaux utilisés et de ses caractéristiques techniques</p>	<p>Les équipements techniques installés dans les locaux frigorifiques seront installés par des prestataires spécialisés dans le domaine.</p> <p>Ces différents équipements ne présentent pas de risque d'inflammation et l'exploitation du site ne génère pas de flamme dans ces locaux. Aucun équipement (hors salle des machines NH3) ne comporte de l'ammoniac. Il n'y a donc aucun risque de fuite de ce fluide.</p> <p>Avant la mise en service de l'installation, l'exploitant conclura des contrats avec des prestataires agréés pour la maintenance et le contrôle des installations électriques et les installations frigorifiques.</p> <p>Les prescriptions du présent article (fourreaux non-propagateurs de flammes, positionnement des luminaires et des autres équipements</p>

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>Cette disposition n'est pas applicable aux câbles isolés de section inférieure à 6 millimètres carrés qui peuvent être posés sous tubes IRO fixés sur les panneaux.</p> <p>Les câbles électriques forment un S au niveau de l'alimentation du luminaire pour faire goutte d'eau et éviter la pénétration d'humidité.</p> <p>Les prises électriques destinées à l'alimentation des groupes frigorifiques des véhicules sont installées sur un support A2s1d0.</p>		<p>électriques ...) correspondent à la norme APSAD D14-A qui a bien été prise en compte et respectée dans la conception des locaux frigorifiques.</p> <p>Ainsi les locaux frigorifiques et les équipements techniques qu'ils comportent ne sont pas la cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite.</p> <p>Conforme</p>
18	<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faitage.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple, l'utilisation de chapeaux est interdite).</p>	Aucune	/
19 (système de détection et	Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'une détection automatique d'incendie. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du		Le local de charge sera équipé de détection incendie et détecteur d'hydrogène.

**Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6**

**Tableau de conformité :**

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
extinction automatique)	<p>bâtiment. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>		<p>Les locaux électriques seront équipés de détection incendie La salle des machines froid sera équipée de détecteurs NH3/CO2.</p> <p>Conforme</p> <p><i>Plan détecteurs</i></p>
20 (rétentions et isolement du site)	<p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres minimum, ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li> </ul> <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p>	<p>Liste des aires et locaux susceptibles d'être concernés et dispositifs de rétention mis en place avec calcul de dimensionnement Descriptif du dispositif de confinement et note justifiant du volume de confinement.</p>	<p>Il n'y aura pas de stockage de produits dangereux sur le site.</p> <p>Les éventuels produits d'entretien ou de maintenance seront stockés en petites quantités et sur rétentions étanches, de volumes cohérents et en respect avec les éventuelles incompatibilités de produits.</p>

## Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

### Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> <p>III. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p style="color: green;">Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles fixées à l'alinéa I ci-dessus.</p> <p style="color: green;">Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en</p>		<p>Pas de stockage à l'air libre.</p> <p>Non-concerné</p> <p>Non-concerné</p> <p>Le confinement des eaux d'extinction sera assuré sur le site par la fermeture de la vanne de barrage implantée en sortie du bassin étanche créé sur le site.</p>

**Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6**

**Tableau de conformité :**

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- du volume des matières liquides stockées ;</li> <li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie ;</li> <li>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>		<p>Le volume de confinement est déterminé par le calcul D9A et est estimé à 930 m<sup>3</sup>. Le bassin créé aura un volume utile de 1031 m<sup>3</sup>.</p> <p><i>Calcul D9A</i></p> <p>Conforme</p>
21 (surveillance de l'installation)	<p>L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p><i>Les installations de séchage de prunes sont placées sous la surveillance directe d'une personne compétente et apte à intervenir en cas d'accident ou incident lorsque l'installation fonctionne.</i></p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>	<p>Identification de la ou les personnes référentes et du dispositif prévu pour restreindre l'accès des personnes extérieures aux installations (grille, contrôle accès, ...)</p>	<p>Le site sera entièrement clôturé et sera fermé en dehors des horaires de fonctionnement. Le contrôle des accès se fera par interphone aux portails.</p> <p>L'exploitant désignera avant mise en exploitation de l'installation une personne référente.</p> <p><i>Capacités techniques - Volume 1</i></p> <p>Conforme</p>

**Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6**

**Tableau de conformité :**

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
22 (travaux)	<p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après élaboration d'un document ou dossier comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>- les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;</li> <li>- l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;</li> <li>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li> </ul> <p>Ce document ou dossier est établi, sur la base d'une analyse des risques liés aux travaux, et visé par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail lorsque ce plan est exigé.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8, et notamment celles recensées locaux à risque d'incendie définis à l'article 11.1.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent</p>	Aucune	/

## Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

### Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ».</p> <p>Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>		
23 (vérification périodique et maintenance des équipements)	<p>I. Règles générales.</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>II. Contrôle de l'outil de production.</p> <p>Sans préjudice de la réglementation relative aux équipements sous pression, l'outil de production (par exemple réacteur, équipement de séchage, équipements de débactérisation/stérilisation, appareil à distiller, condenseurs, séparateurs et absorbeurs, chambre de fermentation ou tempérée, fours, cuiseurs, tunnels de cuisson, autoclaves, friteuses, cuves et bacs de préparation...) est régulièrement contrôlé conformément aux préconisations du constructeur de cet équipement.</p>	<p>Contrat(s) de maintenance avec prestataire(s) chargé(s) de la vérification des équipements (sécurité incendie et outil de production).</p>	<p>Les contrats de maintenance seront conclus avant la mise en service de l'installation.</p> <p>A la charge de l'exploitant</p>

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.		
24 (consignes d'exploitation et stockages)	<p>I. Consignes d'exploitation.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 20 ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;</li> <li>- les règles de stockage définies à l'article 24-II ;</li> <li>- les modalités de nettoyage et de récupération des matières au sein des ateliers prévues par l'article 29-II.</li> </ul> <p>II. Modalités de stockage.</p>	<p>Plan indiquant les lieux de stockage (intérieur et extérieur du bâtiment) et la nature et la quantité des produits stockés.</p>	<p>A la charge de l'exploitant</p> <p><i>Plan de zonage des dangers Nature et quantités des produits stockés : voir tableau des rubriques</i></p>

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>A. - Lieu de stockage. Le stockage de consommables dans les locaux de fabrication est interdit sauf en cours de fabrication.</p> <p>Tout stockage est interdit dans les combles.</p> <p>B. - Règles de stockage à l'extérieur. La surface maximale des îlots au sol est de 150 mètres carrés, la hauteur maximale de stockage est de 8 mètres, la distance entre deux îlots est de 2,5 mètres minimum.</p> <p>Ces îlots sont implantés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à 3 mètres minimum des limites de propriété ;</li> <li>- à une distance suffisante, sans être inférieure à 3 mètres, des parois extérieures du bâtiment afin de permettre une intervention sur l'ensemble des façades de l'îlot en cas de sinistre.</li> </ul> <p>C. - Règles de stockage à l'intérieur des locaux. Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de soufflage ou d'aspiration d'air ; cette distance respecte la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe.</p> <p>Les matières stockées en vrac (produits nus posés au sol en tas) sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.</p> <p>Les matières conditionnées en masse (produits empilés les uns sur les autres) sont stockées de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les îlots au sol ont une surface limitée à 150 mètres carrés ;</li> <li>- la hauteur maximale de stockage est égale à 8 mètres ;</li> <li>- la distance minimale entre deux îlots est de 2,5 mètres.</li> </ul>		<p>Pas de stockage extérieur prévu (hors silos).</p> <p>Le mode de stockage dans les locaux MP, PF et emballages sont soumis à l'arrêté du 11/04/2017 relatif à la rubrique 1510.</p>

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



NB :

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>Les matières conditionnées dans des contenants autoporteurs gerbables (contenant autoporteur destiné à être empilé) sont stockées de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les îlots au sol ont une surface limitée à 150 mètres carrés ;</li> <li>- la hauteur maximale de stockage est égale à 10 mètres ;</li> <li>- la distance minimale entre deux îlots est de 2,5 mètres.</li> </ul> <p>Les matières stockées sous température positive dans des supports de stockage porteurs tels que les rayonnages ou les palettiers (racks) sont stockées à une hauteur maximale de 10 mètres en l'absence d'extinction automatique.</p> <p>Les matières stockées sous température négative dans des supports de stockage porteurs tels que les rayonnages ou les palettiers sont stockées à une hauteur maximale de 10 mètres en l'absence d'une détection (haute sensibilité) avec transmission de l'alarme à l'exploitation ou à une société de surveillance extérieure.</p> <p>La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur.</p>		
25	<p>Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ;</li> <li>– suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III).</li> </ul> <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permet de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p> <p><i>NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.</i></p>	<p>Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau, il précise le nom du cours d'eau, le nom de la masse d'eau ainsi que le point kilométrique de rejet. Il indique si le rejet est effectué dans une zone sensible telle que définie en application de l'article R. 211-94 du code de l'environnement. Les objectifs de qualité et de quantité sont fixés dans les SAGE, les SDAGE et les programmes de mesures fixés au niveau de chaque bassin hydrographique. Ces données et documents sont disponibles auprès des agences de l'eau.</p> <p><a href="http://adour-garonne.eau.fr">http://adour-garonne.eau.fr</a> ; <a href="http://www.eau-seine-normandie.fr/index.php?id=6128">http://www.eau-seine-normandie.fr/index.php?id=6128</a> ; <a href="http://rhin-">http://rhin-</a></p>	<p>Les eaux pluviales du site seront rejetées et gérées par le réseau et notamment par un des bassins du Parc d'Activités de la Bayonne.</p> <p>Le Parc fait l'objet de l'Arrêté Préfectoral n° 2016/ BPUP/099 autorisant les travaux d'aménagement du Parc et datant du 01/07/2016 (disponible en annexe).</p> <p>Cet arrêté précise que le bassin BT3 régule les eaux pluviales des terrains du Parc d'Activités dont</p>

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



NB :

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.</p>	<p>meuse.eaufrance.fr/ ; www.artois-picardie.eaufrance.fr ; www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr ; www.loire-bretagne.eaufrance.fr</p> <p>Le flux généré par l'installation pour les paramètres visés à l'article 36 doit être inférieur à 1/10ème du flux acceptable par le milieu. Pour chacun des paramètres de l'article 36, le calcul issu de la formule suivante doit être fourni : <math>10 \cdot YLE \cdot \text{débit du rejet maximal} &lt; QMNA5 \cdot NQE</math></p> <p>Les NQE pour les différents paramètres sont disponibles dans l'arrêté du 25 janvier 2010 et dans la circulaire du 7 mai 2007.</p> <p>Le débit d'étiage (QMNA5) est disponible sur le site internet: <a href="http://v-rww.hydro.caufranc.fr">hnn://v-rww.hydro.caufranc.fr</a> ou auprès des agences de l'eau (cf. adresses Internet ci-dessus).</p> <p>Les VLE sont fixées à l'article 38 du présent arrêté</p> <p>Lorsque le rejet s'effectue dans une STEP, il précise le nom de la step. Sous réserve de la fourniture de l'autorisation de déversement dans le dossier d'enregistrement ou à défaut de l'autorisation, d'une lettre du gestionnaire de la step indiquant l'acceptation des effluents, l'installation est alors considérée conforme avec les exigences de cet article.</p> <p>Que l'installation soit raccordée ou non, description des dispositions prises dans la</p>	<p>le coefficient maximal de ruissellement est de 0,67. Le coefficient de ruissellement du site est de 0,62.</p> <p>Les eaux pluviales de voiries du site seront traitées par séparateur hydrocarbures avant de rejoindre le bassin du site puis le réseau du Parc.</p> <p>Les eaux usées industrielles seront pré-traitées sur le site grâce à la mise en place de paniers dégrilleurs au niveau des siphons de sol des zones de process, d'un tamisage puis d'une unité de pré-traitement biologique avec une cuve tampon de 60 m<sup>3</sup>. Une convention de rejets a été signée avec la Communauté de Commune du Grand Lieu.</p> <p><i>Convention de rejets</i></p> <p>Les eaux vannes seront dirigées directement vers le réseau</p>

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



NB :

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
		conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.	public puis la STEP de la Bayonne.  <i>Plan des 35 m</i>  Les dispositions prises dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau sont décrites dans le <i>Volume 2</i> .
26 (prélèvement d'eau)	<p>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>Si le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, il est d'une capacité maximale inférieure à 1 000 m<sup>3</sup>/heure et inférieur à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau.</p> <p>Si le prélèvement d'eau est effectué par forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé est inférieur à 200 000 m<sup>3</sup> par an.</p> <p>La réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p>	<p>Plan d'implantation et note descriptive des forages et/ou prélèvements indiquant les ouvrages de disconnexion prévus à l'article 27. Justifier que le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L 211-2 du code de l'environnement (zone de répartition des eaux, ZRE). Ces zones sont fixées par arrêté préfectoral et disponibles en Préfecture. Sinon, en cas de prélèvement en ZRE, le seuil peut être abaissé à 8 m<sup>3</sup>/h sur demande de l'exploitant qui justifiera de la compatibilité de ce prélèvement avec les règles de la ZRE et prescrit par APC.</p> <p>Indication du volume maximum de prélèvement journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel et selon le type de</p>	<p>Le site sera desservi en eau par le réseau d'adduction public. Il n'existera pas d'autres sources d'approvisionnement en eau.</p> <p>Le site n'est pas implanté au sein d'une ZRE.</p> <p>Le prélèvement maximal journalier dans le réseau public est estimé à 44 m<sup>3</sup>/j : eaux intégrées dans le procédé de fabrication et eaux usées industrielles.</p> <p>Non-concerné</p>

## Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

### Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
		<p>prélèvement, justification du respect des seuils prélevés figurant à l'article 26. Justification indiquant que l'utilisation de l'eau est raisonnée en fonction des produits et procédés en présence. L'exploitant indique sommairement les techniques employées et indique comment ces techniques répondent à l'état de l'art de la profession en matière de consommation et de rejet d'eau.</p> <p>Description des procédés de réfrigération mis en œuvre le cas échéant.</p>	<p>Non-concerné</p> <p>Pas de réfrigération en circuit ouvert.</p> <p>La justification que l'utilisation de l'eau est raisonnée est détaillée dans le <i>Volume 2</i>.</p> <p>Conforme</p>
27 (ouvrages de prélèvement)	<p>Si le volume prélevé par forage est supérieur à 10 000 m<sup>3</sup>/ an, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement doivent être conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0 en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.</p> <p>En cas de raccordement sur un réseau public ou d'alimentation par un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p>	<p>Description des dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement. Ces règles doivent être conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement, si le volume prélevé par forage est supérieur à 10 000 m<sup>3</sup>/an.</p>	<p>Non-concerné</p> <p>Le site disposera d'un compteur général totalisant l'ensemble des consommations d'eau.</p> <p>Non-concerné</p> <p>Le raccordement du site au réseau public sera équipé d'un disconnecteur.</p> <p>Conforme</p>

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
28 (forages)	<p>Toute réalisation de forage est conforme avec les dispositions de l'article 131 du code minier et de l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R. 214-1 du code de l'environnement.</p> <p>Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p>	Aucune	Non-concerné
29 (collecte des effluents)	<p>I. Collecte des effluents. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p>	Plan des réseaux de collecte des effluents Description du dispositif de (pré)traitement	<p>Les réseaux EU et EP sont distincts. Aucun rejet ne sera fait dans le milieu naturel.</p> <p>Pas de liquides inflammables sur le site.</p>

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p> <p>II. Installations de prétraitement et de traitement. Afin de limiter au maximum la charge de l'effluent, notamment en particules et matières organiques, les sols des ateliers, chambres froides et tous ateliers de travail sont nettoyés à sec par raclage avant lavage.</p> <p>Sans préjudice des obligations réglementaires sanitaires, les sols des zones susceptibles de recueillir des eaux résiduaires et/ou de lavage de l'installation sont garnis d'un revêtement imperméable et la pente permet de conduire ces effluents vers un orifice pourvu d'un siphon et raccordé au réseau d'évacuation.</p> <p>L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage ou toute autre solution de traitement.</p> <p>III. Cas du traitement des effluents en présence de matériels à risque spécifiés.</p> <p>En présence de matériels à risque spécifiés tels que définis par le règlement n° 1069/2009 au sein de l'installation, le processus de prétraitement est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 millimètres ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 millimètres.</p> <p>Les matières recueillies sont éliminées conformément aux dispositions de l'article 57 (II) ci-après.</p>		<p><i>Plan des 35 m</i></p> <p>Les locaux de process seront équipés de paniers dégrilleurs au niveau des siphons de sol. Nettoyage principalement par lingettes, très peu d'eau utilisée.</p> <p>Les eaux usées industrielles seront pré-traitées sur le site. <i>Volume 2</i></p> <p>Conforme</p>
30 (points de rejet et de prélèvement dans l'eau)	Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.	Plan des points de rejet comprenant la position des points de prélèvements pour les contrôles	Il n'est effectué aucun rejet direct d'EU, d'EPT ou d'EPV dans le milieu naturel. <i>Plan des 35 m</i>

**Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6**

**Tableau de conformité :**

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.</p> <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>		Conforme
31 (points de rejet et de prélèvement dans l'eau)	<p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluants...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>	Plan des points de rejet comprenant la position des points de prélèvements pour les contrôles	<i>Plan des 35 m</i> Conforme
32 (eaux pluviales)	<p>« En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 modifié s'appliquent. « Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 36 avant rejet au milieu naturel. »</p> <p><i>NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.</i></p>	<p>Description du dispositif de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être souillées et positionnement sur un plan.</p> <p>Si le rejet des eaux pluviales de l'installation s'effectue dans un cours d'eau, fournir le calcul du débit de ruissellement en cas de pluie décennale et, si ce débit est supérieur à 10% du débit d'étiage du cours d'eau, fournir une note de dimensionnement d'un bassin de confinement destiné à rejeter moins de 10% du débit d'étiage.</p>	<p>Se référer à l'article 25</p> <p>Conforme</p>

**Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6**

**Tableau de conformité :**

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<i>NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.</i>	En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, fournir la convention avec le gestionnaire de cet ouvrage et un descriptif du dispositif en place permettant de respecter le débit de rejet fixé par cette convention.	
33 (eaux souterraines)	Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.	Justification relative à l'absence de rejet d'effluents (direct ou indirect) vers les eaux souterraines.	Il n'y a aucun rejet dans les eaux souterraines dans le cadre de l'activité. Conforme
34 (VLE)	Tous les effluents aqueux sont canalisés.  La dilution des effluents est interdite.  Le débit maximal journalier spécifique autorisé est de 6 m <sup>3</sup> /tonne de produit entrant ou 10 m <sup>3</sup> /tonne de produit entrant en cas d'utilisation d'eau au sein d'un dispositif de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air.	Justification relative à la canalisation de tous les rejets et à l'absence de dilution	Tous les rejets aqueux sont canalisés. Les réseaux de collecte des eaux pluviales et des eaux usées sont séparés. Il n'y a pas de dilution des effluents. <i>Plan 35 m</i>  Le volume journalier maximal sera de 10 m <sup>3</sup> du 01/03/2021 au 31/12/2024 et de 20 m <sup>3</sup> du 01/01/2025 au 31/12/2027. La quantité de produits entrants est 62 tonnes/j. Le débit maximal journalier spécifique sera de 0,16 puis 0,32 m <sup>3</sup> /tonne de produit entrant.  Conforme

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
<p>35 (température, pH)</p>	<p>Les prescriptions de cet article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel.</p> <p>L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.</p> <p>La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30°C sauf si la température en amont dépasse 30°C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50°C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. Leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l.</p> <p>Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3°C pour les eaux cyprinicoles et de 2°C pour les eaux conchyliques ;</li> <li>- une température supérieure à 21,5°C pour les eaux salmonicoles, à 28°C pour les eaux cyprinicoles et à 25°C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ;</li> <li>- un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6/9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5/8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7/9 pour les eaux conchyliques ;</li> <li>- un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques.</li> </ul> <p>Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outre-mer.</p>	<p>Préciser le débit maximal journalier des rejets et justifier que celui-ci est inférieur à 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau, la température de rejet, le pH, l'élévation de température attendue et les effets sur le pH du cours d'eau.</p> <p>Indication des eaux réceptrices conchyliques, salmonicoles ou cyprinicoles le cas échéant (données disponibles auprès de la Préfecture).</p>	<p>Non-concerné (pas de rejet direct au milieu naturel)</p>

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



NB :

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.</p> <p>NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.</p>		
36	<p>« I. Sans préjudice des dispositions de l'article 25, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.</p> <p>« Pour chacun des polluants rejetés par l'installation, le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement.</p> <p>« Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2ème alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié. »</p>	<p>Préciser les polluants parmi ceux listés à l'article 36.1 et les flux journaliers associés rejetés en fournissant un tableau comprenant pour chaque type d'effluents : VLE imposée (par AM ou par la convention avec le gestionnaire de la STEP), débit, flux et traitement prévu.</p> <p>L'exploitant justifie de l'adéquation du ou des traitement(s) prévu(s) avec la nature et le flux de pollution générée. L'exploitant justifie le cas échéant que la station d'épuration interne a un rendement épuratoire suffisant sur la base d'un engagement contractuel du fournisseur du système de traitement.</p> <p>Élaboration du programme de surveillance des émissions en application des articles 38, 55 et 56.</p>	<p>Volume 2 - Chapitre III.5.a</p>

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES																								
	<p>« 1 - Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO<sub>5</sub>)</p> <p><u>Matières en suspension</u> (Code SANDRE : 1305)</p> <table border="1"> <tr> <td>flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j</td> <td>100 mg/l</td> </tr> <tr> <td>flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j</td> <td>35 mg/l</td> </tr> </table> <p><u>DBO<sub>5</sub> (sur effluent non décanté)</u></p> <table border="1"> <tr> <td>flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j</td> <td>100 mg/l</td> </tr> <tr> <td>flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j</td> <td>30 mg/l</td> </tr> </table> <p><u>DCO (sur effluent non décanté)</u> (Code SANDRE : 1314)</p> <table border="1"> <tr> <td>flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j</td> <td>300 mg/l</td> </tr> <tr> <td>flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j</td> <td>125 mg/l</td> </tr> </table> <p>Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 95 % pour la DCO, la DBO<sub>5</sub> et les MES.</p> <p><b>2 - Azote et phosphore</b></p> <p><u>Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé</u> : (Code SANDRE : 1551)</p> <table border="1"> <tr> <td>flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j</td> <td>30mg/l en concentration moyenne mensuelle</td> </tr> <tr> <td>flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j</td> <td>15mg/l en concentration moyenne mensuelle</td> </tr> <tr> <td>flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j</td> <td>10mg/l en concentration moyenne mensuelle</td> </tr> </table> <p>Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 80 % pour l'azote</p> <p><u>Phosphore (phosphore total)</u> : (Code SANDRE : 1350)</p> <table border="1"> <tr> <td>flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j</td> <td>10mg/l en concentration moyenne mensuelle</td> </tr> <tr> <td>flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j</td> <td>2mg/l en concentration moyenne mensuelle</td> </tr> <tr> <td>flux journalier maximal supérieur à 80 kg/j</td> <td>1mg/l en concentration moyenne mensuelle</td> </tr> </table> <p>Toutefois, des valeurs limites de concentration différentes peuvent être proposées par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement lorsque la station d'épuration de l'installation a un rendement au moins égal à 90 % pour le phosphore.</p>	flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l	flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	35 mg/l	flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l	flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	30 mg/l	flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	300 mg/l	flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	125 mg/l	flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j	30mg/l en concentration moyenne mensuelle	flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j	15mg/l en concentration moyenne mensuelle	flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j	10mg/l en concentration moyenne mensuelle	flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j	10mg/l en concentration moyenne mensuelle	flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j	2mg/l en concentration moyenne mensuelle	flux journalier maximal supérieur à 80 kg/j	1mg/l en concentration moyenne mensuelle		<p><i>Volume 2 - Chapitre III.5.a (RSDE)</i></p>
flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l																										
flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	35 mg/l																										
flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l																										
flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	30 mg/l																										
flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	300 mg/l																										
flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	125 mg/l																										
flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j	30mg/l en concentration moyenne mensuelle																										
flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j	15mg/l en concentration moyenne mensuelle																										
flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j	10mg/l en concentration moyenne mensuelle																										
flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j	10mg/l en concentration moyenne mensuelle																										
flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j	2mg/l en concentration moyenne mensuelle																										
flux journalier maximal supérieur à 80 kg/j	1mg/l en concentration moyenne mensuelle																										

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES																																																								
	<p>3 - Substances spécifiques du secteur d'activité</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>N° CAS</th> <th>Code SANDRE</th> <th>Valeur limite</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>SEH (en cas de rejets susceptibles de contenir de la graisse)</td> <td>-</td> <td>7464</td> <td>300 mg/l</td> </tr> <tr> <td>Chrome et ses composés (en Cr)</td> <td>flux journalier maximal supérieur ou égal à 5 g/j 7440-47-3</td> <td>1389</td> <td>0,1 mg/l</td> </tr> <tr> <td>Cuivre et ses composés (en Cu)</td> <td>flux journalier maximal supérieur ou égal à 5 g/j 7440-50-8</td> <td>1392</td> <td>0,150 mg/l</td> </tr> <tr> <td>Nickel et ses composés (en Ni)</td> <td>flux journalier maximal supérieur ou égal à 5 g/j 7440-02-0</td> <td>1386</td> <td>0,1 mg/l</td> </tr> <tr> <td>Zinc et ses composés (en Zn)</td> <td>flux journalier maximal supérieur ou égal à 20 g/j 7440-66-6</td> <td>1383</td> <td>0,8 mg/l</td> </tr> <tr> <td>Trichlorométhane (chloroforme)</td> <td>flux journalier maximal supérieur ou égal à 2 g/j 67-66-3</td> <td>1135</td> <td>100µg/L »</td> </tr> </tbody> </table> <p>« II. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.</p> <p>« 4 - Autres paramètres globaux</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>N° CAS</th> <th>Code SANDRE</th> <th>Valeur limite</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Indice phénols</td> <td>108-95-2</td> <td>1440</td> <td>0,3 mg/l</td> </tr> <tr> <td>Cyanures libres (en CN-)</td> <td>57-12-5</td> <td>1084</td> <td>0,1 mg/l</td> </tr> <tr> <td>Manganèse et composés (en Mn)</td> <td>7439-96-5</td> <td>1394</td> <td>1 mg/l</td> </tr> <tr> <td>Fer, aluminium et composés(en Fe+Al)</td> <td>-</td> <td>7714</td> <td>5 mg/l</td> </tr> <tr> <td>Etain et ses composés</td> <td>7440-31-5</td> <td>1380</td> <td>2 mg/l</td> </tr> <tr> <td>Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (*)</td> <td>-</td> <td>1106 (AOX) 1760 (EOX)</td> <td>1 mg/l</td> </tr> </tbody> </table>		N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite	SEH (en cas de rejets susceptibles de contenir de la graisse)	-	7464	300 mg/l	Chrome et ses composés (en Cr)	flux journalier maximal supérieur ou égal à 5 g/j 7440-47-3	1389	0,1 mg/l	Cuivre et ses composés (en Cu)	flux journalier maximal supérieur ou égal à 5 g/j 7440-50-8	1392	0,150 mg/l	Nickel et ses composés (en Ni)	flux journalier maximal supérieur ou égal à 5 g/j 7440-02-0	1386	0,1 mg/l	Zinc et ses composés (en Zn)	flux journalier maximal supérieur ou égal à 20 g/j 7440-66-6	1383	0,8 mg/l	Trichlorométhane (chloroforme)	flux journalier maximal supérieur ou égal à 2 g/j 67-66-3	1135	100µg/L »		N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite	Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l	Cyanures libres (en CN-)	57-12-5	1084	0,1 mg/l	Manganèse et composés (en Mn)	7439-96-5	1394	1 mg/l	Fer, aluminium et composés(en Fe+Al)	-	7714	5 mg/l	Etain et ses composés	7440-31-5	1380	2 mg/l	Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (*)	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	1 mg/l		
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite																																																								
SEH (en cas de rejets susceptibles de contenir de la graisse)	-	7464	300 mg/l																																																								
Chrome et ses composés (en Cr)	flux journalier maximal supérieur ou égal à 5 g/j 7440-47-3	1389	0,1 mg/l																																																								
Cuivre et ses composés (en Cu)	flux journalier maximal supérieur ou égal à 5 g/j 7440-50-8	1392	0,150 mg/l																																																								
Nickel et ses composés (en Ni)	flux journalier maximal supérieur ou égal à 5 g/j 7440-02-0	1386	0,1 mg/l																																																								
Zinc et ses composés (en Zn)	flux journalier maximal supérieur ou égal à 20 g/j 7440-66-6	1383	0,8 mg/l																																																								
Trichlorométhane (chloroforme)	flux journalier maximal supérieur ou égal à 2 g/j 67-66-3	1135	100µg/L »																																																								
	N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite																																																								
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l																																																								
Cyanures libres (en CN-)	57-12-5	1084	0,1 mg/l																																																								
Manganèse et composés (en Mn)	7439-96-5	1394	1 mg/l																																																								
Fer, aluminium et composés(en Fe+Al)	-	7714	5 mg/l																																																								
Etain et ses composés	7440-31-5	1380	2 mg/l																																																								
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (*)	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	1 mg/l																																																								

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS				JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l		
	Ion fluorure (en F-)	16984-48-8	7073	15 mg/l		
	5 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau					
		N° CAS	Code SANDRE	Valeur limite		
	Substances de l'état chimique					
	Cadmium et ses composés* (en Cd)	7440-43-9	1388	25 µg/l		
	Fluoranthène	206-44-0	1191	50 µg/l si le rejet dépasse 2g/j		
	Naphtalène	91-20-3	1517	130µg/l si le rejet dépasse 1g/j		
	Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	50µg/l si le rejet dépasse 2g/j		
	Nonylphénols *	84-852-15-3	1958	25 µg/l		
	Tétrachlorure de carbone	56-23-5	1276	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j		
	Autres substances de l'état chimique					
	Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)*	117-81-7	6616	25 µg/l		
	Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)	45298-90-6	6561	25 µg/l		
	Quinoxylène*	124495-18-7	2028	25 µg/l		
	Dioxines et composés de dioxines* dont certains PCDD et PCB-DF	-	7707	25 µg/l		
	Acéonifène	74070-46-5	1688	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j		
	Bifénox	42576-02-3	1119	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j		
	Cybutryne	28159-98-0	1935	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j		
	Cyperméthrine	52315-07-8	1140	25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j		
	Hexabromocyclododécane* (HBCDD)	3194-55-6	7128	25 µg/l		
	Heptachlore* et époxyde d'heptachlore*	76-44-8/ 1024-57-3	7706	25 µg/l		

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



NB :

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES												
	<table border="1" data-bbox="300 555 999 735"> <thead> <tr> <th colspan="4">Polluants spécifiques de l'état écologique</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Arsenic et ses composés (en As)</td> <td>7440-38-2</td> <td>1369</td> <td>25 µg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j</td> </tr> <tr> <td>Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local</td> <td>-</td> <td>-</td> <td>- NQE si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est supérieure à 25µg/l  - 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est inférieure à 25µg/l *</td> </tr> </tbody> </table> <p>« (*) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.</p> <p>« III. Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié. »</p> <p>NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.</p> <p>NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.</p>	Polluants spécifiques de l'état écologique				Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j	Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local	-	-	- NQE si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est supérieure à 25µg/l  - 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est inférieure à 25µg/l *		
Polluants spécifiques de l'état écologique															
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j												
Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local	-	-	- NQE si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est supérieure à 25µg/l  - 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est inférieure à 25µg/l *												
37	<p>« En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>« Elles concernent notamment :</p> <p>« – les modalités de raccordement ;</p> <p>« – les valeurs limites avant raccordement ;</p>	<p>Préciser les polluants parmi ceux listés à l'article 36.1 et les flux journaliers associés rejetés en fournissant un tableau comprenant pour chaque type d'effluents : VLE imposée (par AM ou par la convention avec le gestionnaire de la STEP), débit, flux et traitement prévu.</p>	<p>Les rejets en eaux usées dans le réseau public d'assainissement font l'objet d'une Convention de rejet avec la Communauté de Communes de Grand Lieu.</p> <p><i>Convention de rejet</i></p>												

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



NB :

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>« Ces dernières dépendent de la nature des polluants rejetés (macropolluants ou substances dangereuses) et du type de station d'épuration (urbaine, industrielle ou mixte). »</p> <p><i>NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.</i></p> <p><i>NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.</i></p>	<p>L'exploitant justifie de l'adéquation du ou des traitement(s) prévu(s) avec la nature et le flux de pollution générée. L'exploitant justifie le cas échéant que la station d'épuration interne a un rendement épuratoire suffisant sur la base d'un engagement contractuel du fournisseur du système de traitement.</p> <p>Élaboration du programme de surveillance des émissions en application des articles 38, 55 et 56.</p>	<p>Les eaux usées industrielles seront pré-traitées sur site avant de rejoindre le réseau public et d'être traitées par la STEP de la Bayonne.</p> <p>Volume 2</p> <p>Conforme</p>
38	<p>« Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.</p> <p>« Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une autosurveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.</p> <p>« Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>« Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées.»</p> <p><i>NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations</i></p>		/

## Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

### Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.</p> <p>NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.</p>		
39	Abrogé	Sans objet	Sans objet
40 (installations de traitement)	<p>Les installations de traitement en cas de rejet direct dans le milieu naturel et les installations de prétraitement en cas de raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les installations de traitement et/ou de prétraitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement et/ou de prétraitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.</p>	<p>Description des installations de traitement (si non fait dans le tableau suggéré afin de justifier du respect des articles 36 et 37) et des dispositifs de mesure des principaux paramètres permettant de s'assurer du bon fonctionnement du dispositif de traitement.</p>	<p>Les eaux résiduaires seront pré-traitées par des paniers dégrilleurs au niveau des siphons de sol des zones de process, un tamisage puis une unité de pré-traitement biologique avec une cuve tampon de 60 m<sup>3</sup> avant rejet dans le réseau public.</p> <p>L'exploitant s'engage à entretenir les installations de pré-traitement.</p> <p>Conforme</p>
41 (épandage)	L'épandage des déchets, effluents et sous-produits est autorisé. L'exploitant respecte les dispositions de l'annexe III concernant les dispositions techniques à appliquer pour l'épandage.	Fourniture de l'étude préalable d'épandage et du plan d'épandage.	Non-concerné
42 (généralités)	I. Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.	Alinéa II. Description des éventuels équipements frigorifiques et climatiques utilisant des CFC, HCFC ou HFC	Emissions diffuses : Les gaz d'échappement proviennent du trafic des poids lourds et des véhicules légers sur le site. Ces

**Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6**

**Tableau de conformité :**

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.</p> <p>Lorsque les stockages de produits pulvérulents se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec sont permises.</p> <p>II. Equipements frigorifiques et climatiques utilisant certains fluides frigorigènes. Les conditions de mise sur le marché, d'utilisation, de récupération et de destruction des substances suivantes : chlorofluorocarbures (CFC), hydrochlorofluorocarbures (HCFC) et hydrofluorocarbures (HFC), utilisées en tant que fluide frigorigène dans des équipements frigorifiques ou climatiques, sont définies aux articles R. 543-75 et suivants du code de l'environnement. Les fiches d'intervention établies lors des contrôles d'étanchéité ainsi que lors des opérations de maintenance et d'entretien sont conservées par l'exploitant dans un registre par équipement tenu à la disposition de l'inspection.</p>		<p>émissions seront diffusées dans l'air.</p> <p>La farine sera stockée dans des silos fermés.</p> <p>Emissions canalisées : Les rejets de la chaudière sont canalisés.</p> <p>Aucun fluide frigorigènes CFC, HCFC ou CFC utilisés sur le site.</p> <p>Conforme</p>
43 (points de rejet et de mesure dans l'air)	<p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie.</p> <p>Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au</p>	Plan des points de rejet et des points de mesures	Sans objet.

**Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6**

**Tableau de conformité :**

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.		
44 (points de rejet et de mesure dans l'air)	Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux conditions fixées par les méthodes de référence précisées dans l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.	Plan des points de rejet et des points de mesures	<i>Plan des 35 m</i>
45	La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré), exprimée en mètres, est déterminée conformément aux dispositions de l'annexe II, d'une part en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz.  <i>Cette hauteur, qui ne peut être inférieure à 10 mètres fait l'objet d'une justification dans le dossier conformément aux dispositions de l'annexe II.</i>	Aucune	Pas de rejets liés à la production (pas de four)
46	Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte.  Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé.	Aucune	/
47	Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène de référence établie en fonction du combustible (6 % en volume dans le cas des combustibles solides et de la biomasse, 3 % en volume dans le cas des combustibles	Aucune	/

**Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6**

**Tableau de conformité :**

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES																		
	liquides ou gazeux). Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté(s) aux mêmes conditions normalisées.  Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides.																				
48	Pour les substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les effluents gazeux respectent, selon le flux horaire, les valeurs limites de concentration fixées dans le tableau figurant en annexe V.	Aucune	/																		
49 (odeurs)	<p>L'exploitant démontre dans son dossier qu'il a pris toutes les dispositions nécessaires pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...).</p> <p>L'exploitant démontre dans son dossier de demande qu'il a pris toutes les dispositions nécessaires pour éviter en toute circonstance, à l'exception des procédés de traitement anaérobie, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.</p> <p>Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalisables et diffuses ne dépasse pas les valeurs suivantes :</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th>HAUTEUR D'ÉMISSION (en m)</th> <th>DÉBIT D'ODEUR (en uos/h)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>0</td><td>1 000 x 10<sup>3</sup></td></tr> <tr><td>5</td><td>3 600 x 10<sup>3</sup></td></tr> <tr><td>10</td><td>21 000 x 10<sup>3</sup></td></tr> <tr><td>20</td><td>180 000 x 10<sup>3</sup></td></tr> <tr><td>30</td><td>720 000 x 10<sup>3</sup></td></tr> <tr><td>50</td><td>3 600 x 10<sup>6</sup></td></tr> <tr><td>80</td><td>18 000 x 10<sup>6</sup></td></tr> <tr><td>100</td><td>36 000 x 10<sup>6</sup></td></tr> </tbody> </table>	HAUTEUR D'ÉMISSION (en m)	DÉBIT D'ODEUR (en uos/h)	0	1 000 x 10 <sup>3</sup>	5	3 600 x 10 <sup>3</sup>	10	21 000 x 10 <sup>3</sup>	20	180 000 x 10 <sup>3</sup>	30	720 000 x 10 <sup>3</sup>	50	3 600 x 10 <sup>6</sup>	80	18 000 x 10 <sup>6</sup>	100	36 000 x 10 <sup>6</sup>	<p>Description des dispositions prises pour limiter les odeurs et l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.</p>	<p>Cuve tampon enterrée</p>
HAUTEUR D'ÉMISSION (en m)	DÉBIT D'ODEUR (en uos/h)																				
0	1 000 x 10 <sup>3</sup>																				
5	3 600 x 10 <sup>3</sup>																				
10	21 000 x 10 <sup>3</sup>																				
20	180 000 x 10 <sup>3</sup>																				
30	720 000 x 10 <sup>3</sup>																				
50	3 600 x 10 <sup>6</sup>																				
80	18 000 x 10 <sup>6</sup>																				
100	36 000 x 10 <sup>6</sup>																				

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



NB :

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES									
50	<p>Hors plan d'épandage, toute application de déchets, sous-produits ou effluents sur ou dans les sols est interdite.</p> <p>Les rejets directs dans les sols sont interdits.</p>	Aucune	/									
51 (bruit)	<p>I. Valeurs limites de bruit. Cas général.</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table border="1" data-bbox="295 874 999 1050"> <thead> <tr> <th>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th> <th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th> <th>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td> <td>6 dB(A)</td> <td>4 dB(A)</td> </tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB(A)</td> <td>5 dB(A)</td> <td>3 dB(A)</td> </tr> </tbody> </table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p>II. Valeurs limites de bruit. Cas particulier des installations de séchage de prunes.</p> <p>A. - Pour les installations de séchage de prunes, pour des périodes limitées à 45 jours par an au maximum pour la période allant de 7 h à 22 h et à 15 jours par an au maximum pour la période allant</p>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	<p>Pour les installations relevant du 51.II, description et implantation des dispositions prises pour limiter le bruit (choix du matériel, entretien des équipements, dispositions constructives mises en œuvre) en précisant les périodes et durées de fonctionnement associées.</p>	Non-concerné
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés										
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)										
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)										

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES									
	<p>de 22 h à 7 h, les valeurs d'émergence de l'article 51.I ne s'appliquent pas et sont remplacées par les valeurs suivantes :</p> <table border="1" data-bbox="300 624 992 799"> <thead> <tr> <th data-bbox="300 624 633 730">NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th> <th data-bbox="633 624 813 730">ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th> <th data-bbox="813 624 992 730">ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="300 730 633 767">Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td> <td data-bbox="633 730 813 767">8dB(A)</td> <td data-bbox="813 730 992 767">6dB(A)</td> </tr> <tr> <td data-bbox="300 767 633 799">Supérieur à 45 dB(A)</td> <td data-bbox="633 767 813 799">7 dB(A)</td> <td data-bbox="813 767 992 799">5 dB(A)</td> </tr> </tbody> </table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>L'exploitant met en œuvre les dispositions constructives adéquates en vue de respecter ces valeurs accompagnées si nécessaire d'aménagements visant à assurer leur intégration paysagère (type haies).</p> <p>B. - Matériel et entretien visant à réduire les émissions sonores à la source. En cas d'implantation de nouvelles installations ou de renouvellement de matériel, l'exploitant met en place des technologies permettant de réduire les niveaux de bruit et les émergences (panneau placé devant le brûleur ou la torche, etc.).</p> <p>L'exploitant effectue un entretien régulier de ces installations afin d'éviter les grincements, les bruits de roulement au niveau des ventilateurs, les bruits de chocs (chariots en attente, retournement de claies, etc.) et de frottement (nettoyage de claies, chaîne contre chariots, etc.).</p> <p>III. Véhicules - engins de chantier. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	8dB(A)	6dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	7 dB(A)	5 dB(A)		
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés										
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	8dB(A)	6dB(A)										
Supérieur à 45 dB(A)	7 dB(A)	5 dB(A)										

**Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6**

**Tableau de conformité :**

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES															
	<p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>IV. Vibrations. Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe I.</p> <p>V. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié au cours de la première année suivant l'enregistrement. Cette mesure est renouvelée à tout moment sur demande de l'inspection. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p>		<p>Une campagne de mesures de bruit sera menée dans les 3 mois qui suivent la mise en service de l'installation (prescription relative à la rubrique 1510).</p> <p>Conforme</p>															
52.1 (déchets)	<p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;</li> <li>- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;</li> <li>- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;</li> <li>- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</li> </ul>	<p>Note décrivant le type, la nature, la quantité et le mode de traitement hors site des déchets produits, un tableau de ce type est fourni :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Type de déchets</th> <th>Codes des déchets (article R 541-8 du code de l'environnement)</th> <th>Nature des déchets</th> <th>Mode de production (ou origine transactionnel annuel)</th> <th>Mode de traitement hors site</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Déchets non dangereux</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Déchets dangereux</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Type de déchets	Codes des déchets (article R 541-8 du code de l'environnement)	Nature des déchets	Mode de production (ou origine transactionnel annuel)	Mode de traitement hors site	Déchets non dangereux					Déchets dangereux					<p>Le volet « Déchets » est traité dans le Volume 2 du présent dossier.</p> <p>Conforme</p>
Type de déchets	Codes des déchets (article R 541-8 du code de l'environnement)	Nature des déchets	Mode de production (ou origine transactionnel annuel)	Mode de traitement hors site														
Déchets non dangereux																		
Déchets dangereux																		
52.2. Sous-produits animaux	<p>Si l'installation génère des sous-produits animaux rentrant dans le champ du règlement (CE) n° 1069/2009 susvisé, l'exploitant les identifie comme tels et veille à ce qu'ils soient collectés, stockés, transportés et traités conformément aux règlements (CE) n°s 1069/2009 et 149/2011.</p>																	
53.1 (déchets)	<p>I. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p>																	

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



NB :

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques.</p> <p>II. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la capacité produite en vingt-quatre heures pour les déchets et sous-produits fermentescibles en l'absence de locaux ou de dispositifs assurant leur confinement et réfrigérés ;</li> <li>- la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</li> </ul> <p>III. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.</p>		
53.2. Sous-produits animaux	<p>Les sous-produits animaux sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Le stockage des sous-produits animaux est effectué selon leur catégorie afin que leur collecte et leur traitement soient réalisés dans les conditions prévues par le règlement (CE) n° 1069/2009, dans des contenants identifiés, et de manière qu'ils ne soient pas source de contaminations croisées.</p> <p>La quantité de sous-produits animaux fermentescibles entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité produite en 24 heures en l'absence de locaux ou de dispositifs assurant leur confinement et réfrigérés.</p>		

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
54 (déchets)	<p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre est interdit.</p>		
55	<p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 56 à 58. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les dispositions des alinéas II et III de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau ;</li> <li>– la réalisation de contrôles externes de recalage.</li> </ul> <p><i>NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.</i></p> <p><i>NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.</i></p>	Aucune	Volume 2 - Chapitre III.5.a (RSDE)
56	<p>« Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans</p>	Aucune	A la charge de l'exploitant

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de vingt-quatre heures :		

## Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

### Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

Debit	Journelement ou en continu lorsque le debit est superieur a 200 m³/j		
Temperature	Journelement ou en continu lorsque le debit est superieur a 200 m³/j		
pH	Journelement ou en continu lorsque le debit est superieur a 200 m³/j		
DCO (sur effluent non decante)	Semestrielle pour les effluents raccordes Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel		
Matières en suspension	Semestrielle pour les effluents raccordes Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel		
DBO <sub>5</sub> (*) (sur effluent non decante)	Semestrielle pour les effluents raccordes Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel		
Azote global	Semestrielle pour les effluents raccordes Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel		
Phosphore total	Semestrielle pour les effluents raccordes Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel		
SEH (en cas de rejets susceptibles de contenir de la graisse)	Annuelle pour les effluents raccordes Semestrielle pour les rejets dans le milieu naturel		
Chlorures (en cas de traitement ou de conservation par mise en oeuvre de set)	Annuelle pour les effluents raccordes Semestrielle pour les rejets dans le milieu naturel		
Chrome et composés (en Cr)	Trimestrielle si le flux rejete est superieur a 200 g/j pour les rejets raccordes et a defaut d'une frequence de suivi definie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle si le flux rejete est superieur a 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel		
Cuivre et composés (en Cu)	Trimestrielle si le flux rejete est superieur a 200 g/j pour les rejets raccordes et a defaut d'une frequence de suivi definie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle si le flux rejete est superieur a 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel		
Nickel et composés (en Ni)	Trimestrielle si le flux rejete est superieur a 20 g/j pour les rejets raccordes et a defaut d'une frequence de suivi definie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle si le flux rejete est superieur a 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel		
Zinc et composés (en Zn)	Trimestrielle si le flux rejete est superieur a 200 g/j pour les rejets raccordes et a defaut d'une frequence de suivi definie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle si le flux rejete est superieur a 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel		
Trichlorométhane (chloroforme)	Trimestrielle si le flux rejete est superieur a 20 g/j pour les rejets raccordes et a defaut d'une frequence de suivi definie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle si le flux rejete est superieur a 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel		
Autre substance dangereuse visée à l'article 36-5	Trimestrielle si le flux rejete est superieur a 20 g/j pour les rejets raccordes et a defaut d'une frequence de suivi definie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle si le flux rejete est superieur a 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel		
Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'article 36-5	Trimestrielle si le flux rejete est superieur a 2 g/j pour les rejets raccordes et a defaut d'une frequence de suivi definie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station Trimestrielle si le flux rejete est superieur a 2 g/j pour les rejets dans le milieu naturel		

Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



NB :

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>« (*) Pour la DBO<sub>5</sub>, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.</p> <p>« Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.</p> <p>« Les résultats des mesures sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.</p> <p>« Pour les effluents raccordés, les résultats des mesures réalisées à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration collective sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p> <p>NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.</p> <p>NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.</p>		
57/58 (impacts sur les eaux de surface)	<p>Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau et qu'il dépasse l'une des valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 t/j de DCO ;</li> <li>- 20 kg/j d'hydrocarbures totaux ;</li> <li>- 10 kg/j de chrome, cuivre, étain, manganèse, nickel et plomb, et leurs composés (exprimés en Cr + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb) ;</li> <li>- 0,1 kg/j d'arsenic, de cadmium et mercure, et leurs composés (exprimés en As + Cd + Hg),</li> </ul> <p>l'exploitant réalise ou fait réaliser des mesures de ces polluants en aval de son rejet (en dehors de la zone de mélange), à une fréquence au moins mensuelle.</p>	<p>Préciser les polluants parmi ceux listés à l'article 36.1 et les flux journaliers associés rejetés en fournissant un tableau comprenant pour chaque type d'effluents : VLE imposée (par AM ou par la convention avec le gestionnaire de la STEP), débit, flux et traitement prévu.</p> <p>L'exploitant justifie de l'adéquation du ou des traitement(s) prévu(s) avec la nature et le flux de pollution générée. L'exploitant justifie le cas</p>	Non concerné

## Dossier ICPE relevant des rubriques 2220 et 2221 – Enregistrement – Indice 6

### Tableau de conformité :

- A l'arrêté du 14.12.13
- A l'arrêté du 23.03.12



**NB :**

- les prescriptions communes aux deux rubriques figurent en noir
- les prescriptions propres à la rubrique 2220 figurent en bleu
- les prescriptions propres à la rubrique 2221 figurent en vert

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	COMMENTAIRES
	<p>Lorsque le rejet s'effectue en mer ou dans un lac et qu'il dépasse l'un des flux mentionnés ci-dessus, l'exploitant établit un plan de surveillance de l'environnement adapté aux conditions locales.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont envoyés à l'inspection des installations classées dans un délai maximum d'un mois après la réalisation des prélèvements.</p>	<p>échéant que la station d'épuration interne a un rendement épuratoire suffisant sur la base d'un engagement contractuel du fournisseur du système de traitement.</p> <p>Élaboration du programme de surveillance des émissions en application des articles 38, 55 et 56.</p>	
58/59 (impacts sur les eaux souterraines)	<p>Dans le cas où l'exploitation de l'installation entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.</p>	<p>Dans le cas où l'exploitation de l'installation entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, description de la surveillance des eaux souterraines mise en place.</p>	Non concerné
59/60 (déclaration annuelle)	Abrogé	Sans objet	Sans objet